

Gagner sur les retraites, c'est possible, par la grève générale reconductible !

Relèvement de l'âge légal de la retraite, baisse des pensions par le report de l'âge de décote, allongement de la durée de cotisations nécessaire pour une retraite à taux plein, ... les « solutions » du gouvernement ne s'en prennent qu'à une seule classe sociale, celle des travailleurs/ses : nous devrions payer une crise qui n'est pas la nôtre, mais bien celle de leur système capitaliste. Nous sommes tou-te-s concerné-e-s !

L'âge de la retraite, le niveau des pensions, le nombre d'années de cotisation, ne sont ni le résultat d'un calcul démographique, ni l'expression d'un équilibre économique neutre, ce sont des choix politiques. Ce gouvernement, dont le seul souci est de complaire au patronat et aux plus riches, refuse d'envisager une nouvelle répartition de la richesse produite qui permettrait, sans problème, de financer nos retraites.

Plus de 3 millions de manifestant-e-s dans toute la France le 7 septembre, salarié-e-s du privé et du public, chômeur-euse-s, jeunes, retraité-e-s, ont exprimé leur colère et leur rejet d'un projet de loi injuste, inefficace, aggravant encore les inégalités. La journée de grèves et de manifestations a été un succès considérable avec de fortes grèves dans de nombreux secteurs : ce projet de loi est fondamentalement refusé par la population.

Pourtant, et malgré le fait que journée d'action après journée d'action, la mobilisation devient de plus en plus importante, le gouvernement ne renonce pas. Son choix est clair : le passage en force.

Un bras de fer est donc engagé. Nous devons faire preuve d'une détermination plus grande encore que celle du gouvernement. Pour l'Union syndicale Solidaires, l'enjeu est aujourd'hui de forcer le gouvernement à céder. Il faut donc s'en donner les moyens. Il était pour Solidaires de la responsabilité de l'intersyndicale de décider d'une suite à la hauteur des enjeux au 7 septembre, suite qui aurait du avoir lieu dans les jours qui suivent. L'intersyndicale l'a refusé et a renvoyé au 23 septembre la prochaine journée de grèves et de manifestations, annoncée à nouveau comme une journée d'action isolée, sans perspective.

**Saisissons-nous du 23 septembre pour
enclencher une dynamique victorieuse !**

Les salarié-e-s doivent maintenant se saisir de cette date, discuter et organiser la reconduction de la grève à partir du 23 septembre dans le plus grand nombre de secteurs possible. SUD éducation Loire appelle les personnels de l'Éducation Nationale à s'inscrire dans cette dynamique.

Ce gouvernement ne cédera que contraint et forcé. Imposons-lui le retrait de ce projet !

- Maintien de l'âge actuel de départ en retraite
- Départ anticipé pour les travaux pénibles
- 37,5 annuités de cotisation pour une retraite à taux plein
- Maintien des régimes spéciaux
- Indexation des pensions sur les salaires
- Pas de retraite inférieure au SMIC

C'est possible !

- 212 milliards d'euros de bénéfices pour les entreprises françaises du CAC 40 entre 2007 et 2009 3 milliards par an de « niches fiscales » réservées aux 1% les plus riches
- 15 milliards d'exonérations de cotisations sociales (stock options, intéressement, mesures « pour l'emploi »)
- 36 milliards de dividendes distribués aux actionnaires des entreprises du CAC 40 en 2009
- Entre 2004 et 2007, les 0,01% les mieux payé-e-s ont gagné 40% de plus

De l'argent, il y en a !

SUD propose de se réunir en AG pour débattre de la reconduction de la grève après le 23

Nous ne gagnerons pas face à ce gouvernement avec des journées de mobilisation isolées, tous les 15 jours, tous les mois ou deux... Nous l'avons expérimenté depuis des années.

C'est la raison pour laquelle, pour la première fois, l'Union syndicale Solidaires (qui regroupe notamment les syndicats SUD) **ne s'est pas associée au communiqué de l'intersyndicale** (CGT, CFDT, FSU, UNSA, CGC, CFTC) du 8 septembre. Cette intersyndicale a en effet décidé d'appeler à une nouvelle journée de grève seulement le 23 septembre, une nouvelle fois sans perspective. Elle a par ailleurs appelé à une journée d'interpellation aux contours flous et peu mobilisateurs le 15.

Cette réponse intersyndicale n'est pour nous pas à la hauteur des enjeux et du rapport de force qu'il faut construire pour espérer gagner dans un calendrier resserré. Elle ne répond pas aux attentes des manifestant-e-s du 7. Pour Solidaires, la dynamique créée par la mobilisation historique du 7 septembre aurait dû permettre de proposer un mouvement rapide afin d'enclencher une dynamique gagnante, en appelant à une grève autour du 15 septembre, date du vote à l'Assemblée Nationale. Il ne s'agit donc pas de l'expression d'une concurrence syndicale, et la divergence ne porte pas sur une simple question de date : il s'agit d'un différend stratégique majeur.

A présent, le 23 septembre est posé comme la prochaine échéance majeure. Il n'est pas question pour nous de rompre l'unité d'action, malgré les divergences. Mais il faut se saisir de ce rendez-vous pour en faire autre chose qu'une nouvelle journée de mobilisation isolée, qui risque de décourager.

La seule manière de faire plier ce gouvernement, c'est de construire une grève générale reconductible, qui bloque l'activité économique et institutionnelle du pays. Certes, la grève générale ne se décrète pas. Mais pour qu'elle soit possible, il faut qu'elle soit proposée, mise en débat dans des AG, et que des préavis de grève illimités soient

déposés. C'est ce que SUD éducation et Solidaires font, en assumant leur responsabilité. Il appartient cependant aux salarié-e-s de décider ou non de la reconduction.

La question d'une grève reconductible est déjà débattue dans différents secteurs, dans un grand nombre d'équipes syndicales de différentes organisations, et sur de nombreux lieux de travail. Il est évident que cette reconduction ne peut être victorieuse si elle a lieu seulement dans l'Éducation nationale. Pour autant, il serait irresponsable de laisser les autres secteurs isolés. Et si chacun-e attend que les autres commencent... Il ne s'agit donc pas de décider d'une grève reconductible dans la seule éducation nationale pour une durée indéterminée : chaque jour, il faudra refaire des assemblées générales pour faire le point et décider de reconduire à nouveau la grève ou pas, en fonction de la situation.

D'ici le 23 et le 23 même, organisons des AG dans nos écoles et dans nos établissements, et retrouvons-nous le 23 pour une AG centrale, avec le maximum de personnels et le maximum d'établissements représentés, pour décider, en fonction de la participation et des discussions locales si nous reconduisons la grève pour le vendredi 24.

AG centrale à la bourse du travail de St-Étienne le 23 septembre à 14h00 à l'appel de l'intersyndicale (FSU, SUD...)

***Restez informé-e-s !
Connectez-vous sur
www.sudeducation42.org,
notre tout nouveau site !***